



Séance plénière du mercredi 18 novembre 2015
Présidence de M. Antoine, Président

HOMMAGE AUX VICTIMES DES ATTENTATS DE PARIS

M. le Président. - Ce vendredi 13 novembre 2015 restera dans notre histoire comme une journée d'horreur absolue, d'une barbarie sans nom, un jour noir pour la France et pour l'Europe.

Cent trente personnes, dont deux Wallons, ont perdu la vie à Paris. D'autres luttent toujours contre la mort au moment où je vous parle.

Ce sont des hommes et des femmes comme vous et moi, dont le seul tort est d'avoir saisi un instant de bonheur avec leur famille ou avec des amis. Qu'y a-t-il de plus banal que d'assister à un concert le vendredi soir ? Qu'y a-t-il de plus banal que de passer une soirée dans un restaurant ? Tous ici, nous avons déjà vécu de tels moments, tellement anodins que nous en oublions souvent le plaisir simple qu'ils apportent.

Malheureusement, vendredi, ces moments de bonheur se sont transformés en instants d'horreur. Qu'est-il arrivé à ces pères de famille, à ces mères de famille, ces étudiants, ces passionnés de musique ? Nous le savons. Ils ont croisé la route d'un groupe d'assassins, de terroristes, d'islamistes radicaux. Mais à travers ces individus que j'ai du mal à appeler des hommes, ils ont aussi croisé la route de l'obscurantisme et de l'ignorance ; un obscurantisme tellement absolu qu'il nie l'humanité au nom d'un dieu qu'ils trahissent. Une ignorance tellement profonde qu'elle nie le progrès, la tolérance, l'égalité des hommes et des femmes, la liberté d'expression, la mémoire et même l'histoire. Cet obscurantisme et cette ignorance ont tué ce vendredi à Paris, comme ils ont déjà tué à Paris en janvier dernier, comme ils ont tué, en 2014, au Musée juif de Bruxelles, comme ils ont tué, en 2001, à New York et comme ils tuent, tous les jours, en Iraq et en Syrie.

Face à ces nouveaux actes barbares, il nous revient, à nous les représentants, les acteurs, d'une démocratie désormais menacée, de réagir avec dignité, lucidité et fermeté. Il y va ni plus ni moins de la persistance de notre modèle de société. Sans tomber dans les amalgames faciles et dans un véritable élan d'unité nationale, nous devons renforcer les moyens dévolus à la sûreté de l'État, conforter l'action des services de police et de la justice, mais aussi agir, au quotidien, dans nos écoles, dans nos quartiers, dans nos villages, pour un mieux vivre ensemble.

Toutes ces actions doivent évidemment s'inscrire dans une dynamique européenne. Les attentats ne connaissent plus les frontières ; notre légitime défense non plus. L'Europe doit être notre nouvelle armure. C'est ensemble que nous ferons reculer l'horreur et la peur.

Chers collègues, je voudrais que la minute de silence que nous allons observer maintenant soit d'abord un hommage aux victimes de ce 13 novembre et à leurs familles. Mais je voudrais qu'elle soit aussi l'occasion de rappeler à toutes et à tous les Wallons combien la paix et la liberté resteront toujours les premiers ressorts de notre démocratie.

Puis-je vous inviter à respecter la mémoire de ces victimes innocentes ?

(L'assemblée observe un moment de silence)

Je vous remercie.

DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT RÉGIONAL

M. le Président. - Conformément à l'article 69 du règlement, les déclarations d'intérêt régional ont lieu en ce début de séance.

Vous le devinez, compte tenu des circonstances, c'est davantage d'une déclaration d'intérêt général qu'il s'agira à travers la prise de parole – je les invite à venir nous rejoindre au lutrin – de nos présidents de groupes. M. Collignon pour le groupe socialiste, M. Jeholet pour le groupe du Mouvement réformateur, M. Fourny pour le Centre démocrate humaniste, M. Hazée pour le groupe écologiste. Si les autres groupes veulent se joindre, M. Puget pour le Parti populaire et M. Gillot pour le Parti des travailleurs de Belgique, ce sera une première pour notre Parlement de voir l'ensemble des représentants des groupes démocratiques s'exprimer à l'ensemble de la population wallonne.

Messieurs, vous avez la parole.

M. Collignon (PS). - Monsieur le Président, chers collègues, les groupes ont souhaité s'exprimer ensemble sur les difficultés que nous vivons. Chaque président de groupe lira pour partie la déclaration.

La lutte contre le terrorisme est aussi un combat politique et citoyen. Chacun à son niveau, dans le cadre de ses compétences ou via ses actions quotidiennes, doit participer à la lutte contre la peur de l'autre et les préjugés, sans naïveté ni angélisme.

À cet égard, le rôle des communes et du milieu associatif en matière de sensibilisation, d'insertion, de lutte contre le radicalisme est essentiel et doit être renforcé.

M. Jeholet (MR). - Ni maintenant ni jamais notre assemblée parlementaire ne versera dans la peur et l'amalgame qui l'alimente. La défense de nos valeurs universelles, qui fondent notre système démocratique, est un combat permanent. Nous le savons et nous l'avons accepté lorsque nous avons prêté serment dans cette assemblée, c'est cette appartenance à une même communauté de valeurs qui doit primer sur toute autre considération. Nous ferons face à ses opposants avec, comme armes, les mots.

M. Fourny (cdH). - Nous appelons à l'unité nationale. Face à une situation d'une telle gravité, il est indispensable de rassembler les forces démocratiques du pays afin de traiter la délicate problématique de la lutte contre le terrorisme et le radicalisme. Nous devons travailler ensemble et cela implique une bonne coordination, d'une part, entre le Fédéral et les entités fédérées qui ont un important rôle en termes de prévention, de suivi et d'éducation et, d'autre part, un travail de coordination doit également être mené entre le Fédéral et les communes pour que l'échange d'informations avec les autorités locales soit optimal.

M. Hazée (Ecolo). - Nos pensées vont aux victimes de ces vagues de terrorisme aveugle et à leurs proches, à Paris bien sûr mais aussi ailleurs.

Nos pensées vont à toutes les personnes qui se demandent dans quel monde elles vivront demain, et ensuite leurs enfants.

Nos pensées vont encore à celles et ceux, innocents et anonymes, qui pourraient être plus encore stigmatisés demain en raison de leur origine.

Plus que jamais, nous avons besoin de solidarité, de respect de l'autre et du monde qui nous entoure, et d'agir chacun à notre niveau pour construire un monde meilleur. La barbarie ne passera pas.

(Applaudissements)

M. le Président. - Merci, Messieurs, et merci à l'ensemble des élus qui ont soutenu cette déclaration unanime, fait suffisamment inédit dans notre Parlement pour témoigner de la gravité de la situation.

La démocratie a ses droits et elle nous ramène à notre ordre du jour.